

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

À l'issue de la visite d'inspection du 26/02/2026 de l'établissement CHARENTAISE DE DECOR implanté 1, Route des grands champs 16130 Gensac-la-Pallue, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est nécessaire de fournir les **justificatifs** prouvant le respect de la conformité pour le point de contrôle ci-dessous :

- **Capacités de rétention des produits chimiques** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010 article : 25-I

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43, rue du Docteur Duroselle  
16000 Angoulême

Angoulême, le 05/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Société CHARENTAISE DE DECOR**

1, Route des Grands champs  
16130 Gensac-La-Pallue

Références : 2026\_354\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0007202774

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement CHARENTAISE DE DECOR implanté 1, Route des grands champs 16130 Gensac-la-Pallue. L'inspection a été annoncée le 30/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHARENTAISE DE DECOR
- 1, Route des grands champs 16130 Gensac-la-Pallue
- Code AIOT : 0007202774
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La Société CHARENTAISE DE DECOR est une entreprise implantée sur le site de Gensac-la-Pallue depuis 1973 et spécialisée dans le satinage de bouteilles en verre. Elle appartient au groupe VERALLIA France.

Elle emploie environ une trentaine de personnes auxquelles s'ajoutent une dizaine d'intérimaires saisonniers. Le travail s'effectue sur 5 jours, du lundi au vendredi.

Cet établissement est réglementé par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 1er août 2016. Il est classé Seveso seuil bas au titre de la rubrique 4110 de la nomenclature des installations classées. Récemment, un arrêté préfectoral complémentaire pris le 25/08/2025 a permis l'envoi et le traitement d'une partie des effluents aqueux au sein d'une station d'épuration urbaine.

**Contexte de l'inspection :** Action régionale ciblée sur les produits chimiques

## Thèmes de l'inspection : produits chimiques

### 2) Constats

#### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

#### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Capacités de	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	rétenion des produits chimiques	04/10/2010, article 25-I	l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des produits chimiques respecte globalement les dispositions réglementaires examinées lors de la visite.

Des informations complémentaires sont attendues à court terme afin de justifier de la conformité des rétentions associées aux stockages des acides forts.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.  Arrêté préfectoral du 01/08/2016 - art. 11.1 - Connaissance des produits - Étiquetage L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R 231.53 du code du travail.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les FDS des produits chimiques sont disponibles sur le site via le réseau informatique avec accès autorisé à une partie du personnel. Elles le sont également, au format papier, sur site à proximité des stockages. L'APAVE est mandaté pour assurer périodiquement une formation des utilisateurs (personnel d'astreinte, de production ou de maintenance) des produits sur les dangers qu'ils présentent ou bien les mesures à prendre en cas d'incident (utilisation de produit décontaminant, absorbant). Dans le cadre de la visite, une liste des produits chimiques a été transmise en amont à l'inspection des installations classées. Les FDS de 4 produits ont été examinées en séance, elles sont toutes postérieures à 2020.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 37.5 Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p> <p>APC 2016 - art. 13 - stockage de Bifluorure ammonium 13.1 - Implantation L'installation doit être implantée à une distance d'au moins 10 mètres des limites de propriété. 13.2 - Aménagement et organisation des stockages La hauteur maximale du stockage dans le bâtiment ne doit pas excéder 8 mètres dans un bâtiment. Pour assurer une bonne ventilation, un espace libre doit être d'au moins un mètre entre le stockage des substances ou préparations toxiques et le plafond. Le stockage du bifluorure d'ammonium est séparé des stockages de produits finis par un mur coupe-feu degré 2 heures.</p> <p>APC - art. 9.3. stockage HF 9.3 - Stockage et distribution de HF (acide fluorhydrique) Le local de stockage des 3 containers d'acide fluorhydrique doivent être implantés à une distance d'au moins 5 mètres des limites de propriété dans une enceinte confinée et ventilée selon les dispositions du point 6.2 vers une installation de lavage des gaz. Les containers doivent être agréés au transport ADR/TMDR.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Parmi les produits chimiques stockés sur le site, les FDS de 4 d'entre eux ont été examinées : acide fluorhydrique à 70 %, bifluorure d'ammonium, LERITE SX28 SATINAL et VELVET GLASS Frosting. Les 2 derniers produits sont des mélanges contenant une proportion majoritaire de bifluorure d'ammonium. Lors de l'inspection, les locaux de stockage de l'acide fluorhydrique (HF) et du bifluorure</p>

d'ammonium ont été visités.

Dans le local de stockage de HF, 2 conteneurs étaient présents. Le marquage des conteneurs mentionne l'agrément pour le transport de marchandises dangereuses ADR/RID (n° ONU : UN 1790 / Identification de danger : 886).

Les conditions de stockage sont cohérentes avec les informations de la rubrique 7 de la FDS : absence de stockage de bases, accès réglementé et limité et stockage au sol des conteneurs.

Le local est implanté à plus de 5 mètres de la limite Est du site.

La porte du local est grillagée, permettant d'assurer une ventilation permanente.

La quantité de HF présente sur le site dans les conteneurs respecte la limite de 3,6 tonnes maxi de l'arrêté d'autorisation ICPE.

Le bifluorure d'ammonium et les produits LERITE SX28 SATINAL et VELVET GLASS Frosting, qui en contiennent, sont stockés sous forme solide en sacs de 25 kg dans un local du bâtiment "décor" situé dans la partie Est du site.

Les conditions de stockage sont cohérentes avec les informations de la rubrique 7 des FDS : absence d'acides/bases forts, accès réglementé.

Un mur coupe-feu constitué de parpaings pleins sépare ce local du reste du bâtiment de stockage.

Le respect du critère réglementaire CF 2h n'a cependant pas été vérifié par l'inspecteur.

Lors de la visite, la hauteur du stockage était approximativement inférieure à 8 mètres et le plafond du local était situé à une distance d'un mètre au moins du stockage.

La capacité de stockage du local est limitée à 18 tonnes de produits contenant du bifluorure d'ammonium.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention

**Prescription contrôlée :**

Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;

- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;

- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Arrêté ministériel du 12/03/2023 (industrie du verre) - art. 11

I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 600 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 litres. Pour les stockages construits après le 1er juillet 2004, la capacité est portée à 800 litres.

APC 2016 - 5.1

Tout stockage de produits liquides susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 l minimum ou la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

#### **Constats :**

Le stockage de HF est élevé sur une rétention située sous le niveau du sol. En cas de déversement accidentel, le produit se déverserait directement via le sol grillagé dans cette rétention.

La capacité de la rétention doit être, au moins égale à 1,8 m<sup>3</sup>, correspondant à 50 % de la capacité de stockage limitée à 3 conteneurs de 1,2 tonnes par l'arrêté préfectoral.

La capacité effective de la rétention n'a pas pu être vérifiée lors de la visite.

Il en est de même pour les stockages d'acide chlorhydrique et d'acide sulfurique situés dans le local contigu à celui de HF.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant apporte à l'inspection des installations classées les informations justifiant de la capacité effective de la rétention associée aux stockages de HF et d'acide chlorhydrique et sulfurique.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
<b>Constats :</b>  Les bases sont stockées à part, notamment la lessive de soude, dans des locaux différents des produits acides. Lors de la visite, il n'a pas été constaté de stockage de produits incompatibles associés à une rétention commune dans les locaux visités.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : État des stocks de produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  APC 2016 - 11.1L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  L'état des stocks de produits chimiques est établi chaque jour en fonction des entrées et des sorties. Puis mensuellement, un inventaire est réalisé après contrôle des quantités effectivement présentes sur le site. La gestion des stocks est assurée par le personnel en charge du fonctionnement de la station d'épuration interne. L'état des stocks présenté le jour de l'inspection ne met pas en évidence de quantités supérieures aux valeurs autorisées mentionnées dans l'arrêté préfectoral ICPE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite